

Economie: la guerre des idées

 mediapart.fr/journal/economie/180819/economie-la-guerre-des-idees

Romarc Godin, *Mediapart*, 18 août 2019

Le 4 janvier 2003, à Washington, Robert Lucas, économiste vedette de l'université de Chicago, s'exprime devant la prestigieuse association des économistes américains à propos des « *priorités de la macroéconomie* ». Son propos est simple : la science économique est parvenue à un tel niveau de précision qu'elle peut désormais réaliser le rêve de tous : empêcher les crises. « *La question centrale de la prévention des récessions a été résolue, dans tous ses aspects pratiques, pour de nombreuses décennies* », précise celui qui a reçu en 1995 le prix économique de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel (souvent appelé « prix Nobel d'économie »).

Au moment où il prononçait ces mots, il pouvait effectivement penser que l'économie avait atteint une forme de fin de l'histoire. Nous étions alors dans la « *grande modération* » : l'inflation semblait maîtrisée, les récessions, à l'image de celle qui avait suivi la crise des « *dots coms* » en 2000-2001, étaient de faible ampleur et la mondialisation laissait augurer une nouvelle période de prospérité et de stabilité. Et Lucas, un des pères de la pensée économique dominante, avait de bonnes raisons de croire que cette situation était le fruit de ses travaux et de leur diffusion auprès des autorités financières et politiques. L'heure était à l'optimisme.

En conclusion de son discours, il assurait, dans une phrase restée célèbre, que l'économie pouvait désormais davantage « *améliorer les vies des gens [...] que lors de la génération précédente* ». Le rêve de Lucas était qu'en ce début de troisième millénaire, la science économique offrirait la possibilité d'un « meilleur des mondes possibles ». Il ne dura guère. Cinq ans et demi après ce discours, la faillite de Lehman Brothers, dans la foulée de la crise des subprimes, entraînait le monde dans l'une des plus profondes récessions depuis l'après-guerre.

Dix ans plus tard, et après une rechute européenne provoquée par des décisions politiques qui n'étaient pas étrangères à l'influence de la pensée de Lucas, l'économie mondiale reste convalescente. La croissance est partout structurellement plus faible, en dépit d'une perfusion inédite des banques centrales, de multiples relances chinoises et des politiques constantes de « *réformes structurelles* ». Partout se répand le mécontentement contre les inégalités et le manque de redistribution. Comme le soulignait le 30 janvier 2019 dans une tribune Kaushik Basu, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, « *l'économie mondiale est dans un triste état* ».

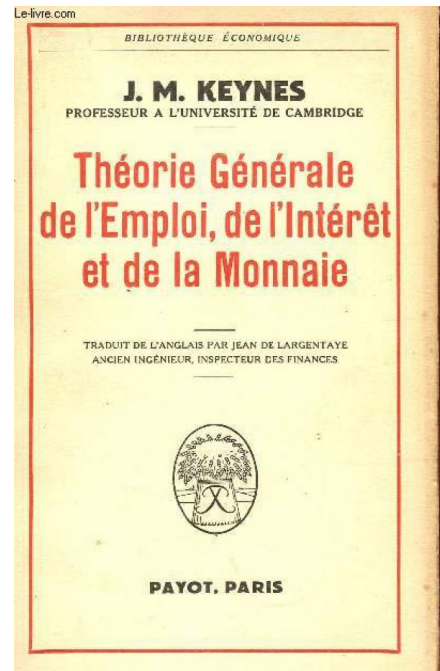
Dans les faits, la macroéconomie « à la Lucas » a donc absolument échoué. Là où elle pensait pouvoir prévenir les crises, elle a ignoré tous les signaux qui ont précédé la grande récession. Dans son ouvrage de 2018 sur l'histoire de la crise, *Crashed*, l'historien Adam Tooze rappelle que durant les années précédant la crise, les économistes aux États-Unis ne s'inquiétaient guère de la bulle immobilière ni de la financiarisation de l'économie occidentale mais bien plutôt redoutaient, conformément à la doctrine dominante, une crise de la dette publique étasunienne. Pendant que la plaine s'embrasait, la science économique discutait d'un feu de paille potentiel.

Comme l'avait remarqué dans un ouvrage de 2016, *Hall of Mirrors*, Barry Eichengreen, le parallèle avec les années 1920 est frappant : même certitude d'avoir « *maté le cycle* », même « *aveuglement dans une autosatisfaction renforcée par celle des marchés financiers* ». Et même erreur commise dans la gestion de la crise : la politique d'austérité, issue directement des recommandations de la science économique, a délibérément plongé l'Europe dans une seconde récession, la plus longue de l'après-guerre, aux conséquences politiques et sociales que l'on peine encore à évaluer réellement.

Face à un tel fiasco, il eût été logique de s'attendre à une remise en cause fondamentale et radicale de la science économique. D'autant que les penseurs étrangers à la pensée dominante, comme le postkeynésien Hyman Minsky, théoricien de l'instabilité intrinsèque de la finance, offraient des grilles de compréhension plus appropriées aux événements, au point que le *Financial Times* avait pu parler, en 2008, de « *moment Minsky* ».



Du reste, l'histoire de cette science est jalonnée par une série de ruptures en réaction aux grandes crises qui mettent à nu les limites des théories dominantes. Dans les années 1930, la grande crise avait ainsi conduit à une remise en cause profonde de l'orthodoxie néoclassique, responsable du désastre d'octobre 1929 et de la mauvaise gestion de la récession qui avait suivi. La théorie de John Maynard Keynes avait surgi de ces cendres avec son ouvrage fondateur, paru en 1936, *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Cette pensée allait dominer pendant 40 ans la science économique, au point que le libéralisme classique dut en intégrer des pans entiers. Même le plus grand adversaire du keynésianisme, le néolibéralisme, dont l'acte de fondation est le fameux colloque organisé à Paris en 1936 par le journaliste étasunien Walter Lippmann, a dû intégrer l'échec de la capacité des marchés de s'orienter spontanément vers un équilibre optimal de plein emploi. Il défend désormais un rôle central de l'État, non dans l'économie elle-même, mais dans la défense du capital et l'organisation des marchés.



Et c'est une autre crise, celle des années 1970, qui allait rebattre les cartes. Devant la grande inflation, l'école néoclassique remaniée renversa la domination keynésienne et réimposa l'idée d'une efficacité spontanée des marchés, laquelle se traduisit politiquement chez Margaret Thatcher et Ronald Reagan dans les années 1980. Cette vision était alors largement acceptée par une grande partie des économistes de l'école keynésienne.

Au regard de ces deux bouleversements majeurs, la remise en cause des fondements théoriques de l'économie après la troisième grande crise du capitalisme contemporain est extrêmement modeste et reste marginale. « *La crise de 2008 n'a pas, paradoxalement, favorisé les pensées économiques hétérodoxes et c'est une différence notable avec la crise de 1929* », résume Agnès Labrousse, maîtresse de conférences à l'université de Picardie Jules-Verne et vice-présidente de l'Association française d'économie politique (AFEP) qui regroupe les économistes hétérodoxes français. Comment la pensée dominante, « *mainstream* » comme on dit dans le milieu des économistes, a-t-elle pu résister à un tel choc, alors même qu'elle nie, dans ses fondements, la possibilité même de ce choc ?

La synthèse néoclassique

Au cours des années 1970-1980, la pensée néoclassique qui revenait en force s'était renouvelée. Elle s'appuyait sur des théories qui avaient « digéré » la critique keynésienne. Avant les années 1930, le modèle dominant était celui de Léon Walras, qui rejetait tout rôle autonome de la demande dans l'économie et défendait l'idée que les marchés permettent d'atteindre un équilibre optimal, autrement dit profitable à tous. Dans les

années 1950 et 1960, la « *nouvelle économie classique* » de Robert Lucas et le monétarisme de Milton Friedman acceptèrent l'idée qu'il puisse y avoir des écarts liés à la demande dans le fonctionnement de l'économie. Mais ces frictions étaient selon eux soit temporaires, soit des dysfonctionnements liés à un défaut d'information des agents économiques ou à des rigidités dans la formation des prix.

Ces économistes rejetaient plusieurs points majeurs de la pensée keynésienne, à commencer par l'aspect central de l'incertitude. Selon eux, les agents restent fondamentalement rationnels et adaptent leurs comportements à leurs connaissances et à leur situation. Leurs dépenses par exemple sont gérées dans une optique de long terme. C'est la fameuse théorie des « *anticipations rationnelles* » formulée au début des années 1970 par Lucas et qui permettait notamment de remettre en selle la « *neutralité ricardienne* », autrement dit l'idée que les dépenses de l'État sont inefficaces parce qu'elles s'accompagnent d'une anticipation de futures hausses d'impôts. Elles conduiraient donc à un excès d'épargne.

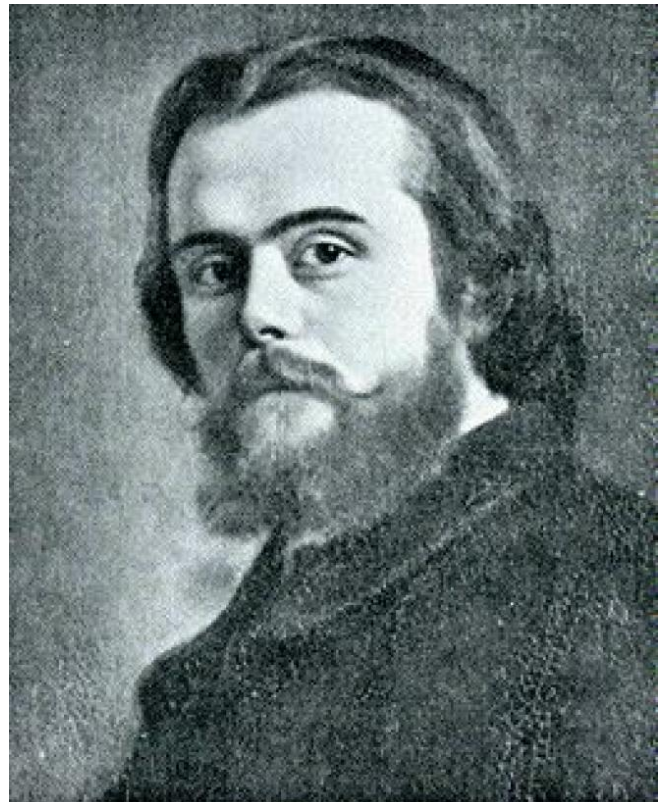
Léon Walras (1834-1910).

Dans cette vision, si l'équilibre optimal des marchés défini par Walras ne fonctionne pas, c'est parce que l'État envoie de mauvais signaux, crée des rigidités, produit de l'incertitude. Si l'on veut que la rationalité des agents mène à l'équilibre walrasien, il faut donc « *réformer* », c'est-à-dire réduire le poids de l'État et faire progresser celui du marché : c'est la naissance de l'exigence de « *réformes structurelles* ».

Cette offensive fut couronnée de succès dans les années 1980 en raison de l'incapacité des économistes néokeynésiens de saisir le phénomène d'inflation qui affligeait alors l'économie mondiale. Une grande partie d'entre eux tentèrent alors de réintégrer le jeu en acceptant un compromis. Ils

reconnaissaient les grandes lignes de la vision néoclassique et notamment l'idée d'un mouvement « naturel » de l'économie vers un équilibre général. Selon eux désormais, les fluctuations de long terme de l'économie sont déterminées par des « *chocs d'offre* » d'origine principalement technologique, qui entraînent des besoins de réajustement des équilibres. C'est la théorie de la « *croissance endogène* » développée au début des années 1990 par Paul Romer, « prix Nobel » d'économie en 2018.

De leur côté, les néoclassiques acceptaient l'idée qu'il existait des imperfections de marché capables, à court terme, de créer des fluctuations de demandes et donc d'écarter



le cours de l'économie de sa route vers l'optimalité. Typiquement, on convenait désormais que les agents économiques, en cas de crise, peuvent agir temporairement de façon irrationnelle. Les leçons du choc de 1929 et de la critique keynésienne qui avait suivi étaient dès lors, en théorie, intégrées à la théorie walrasienne. C'est ainsi que dans les années 1990 naquit le « *nouveau consensus* », une synthèse théorique regroupant les anciens ennemis keynésiens et néoclassiques.

Lire aussi

Le krach de la pensée économique Par Laura Raim

Elle fut renforcée par la création d'un outil qui allait devenir la traduction concrète de cette synthèse : le modèle d'« *équilibre général dynamique stochastique* », connu sous son acronyme anglais DSGE. Ce modèle est une série d'équations qui traduit le consensus scientifique en termes mathématiques. Là encore, c'est le fruit d'une longue évolution de la science économique vers la modélisation mathématique. Une évolution qui permet de renforcer l'aspect scientifique, imparable et solide de la théorie économique, et ainsi de l'imposer comme un outil de référence aux gouvernements et aux grandes autorités. On pouvait enfin comprendre le monde économique par une série d'équations qui, inévitablement, donnait la « vérité ».

En réalité, ce modèle est une simplification à l'extrême de l'économie. Il est ainsi « microfondé », c'est-à-dire qu'il considère que la macroéconomie n'est que l'agrégation de comportements microéconomiques. Pour faire simple, le modèle tente de décrire les effets de comportements types d'agents qui, à court terme, peuvent se retrouver face à des rigidités ou des incertitudes, mais qui se dirigent tous vers l'équilibre de long terme. Ce modèle s'est progressivement imposé comme un outil de référence utilisé par les banques centrales, les gouvernements et les banques privées afin de définir les choix économiques. Il est la traduction de la théorie dans la pratique réelle de l'économie.

Et ces politiques restent globalement les mêmes que celles promues dans les années 1980 : elles consacrent la prédominance des réformes structurelles. Dans le cadre de cette synthèse, une politique économique active de la puissance publique ne peut constituer une réponse aux crises ou à une croissance faible. La puissance publique ne fait alors que retarder l'ajustement. Le rôle de l'État doit plutôt être de réduire l'écart avec l'équilibre idéal des marchés et donc de réduire les rigidités, incertitudes et asymétries de l'information. Sa fonction est ainsi de favoriser la concurrence « *pure et parfaite* » et la capacité des agents de s'y adapter. Plutôt que d'agir directement dans l'économie, les autorités doivent suivre des règles budgétaires, sociales et monétaires qui donnent de la visibilité à long terme aux agents et leur permettent d'agir rationnellement.

En cela, le consensus retrouve les principales exigences du néolibéralisme dans ses deux variantes, autrichienne et ordolibérale. Certes, ce courant de pensée est né, lui aussi, du constat d'une incertitude radicale sur l'économie. Les néolibéraux ont aussi reconnu que le marché était une institution humaine et non pas un état « naturel ». Mais selon eux,

cette institution demeure la plus à même de sauvegarder la liberté. Ils ont donc défendu l'idée qu'il fallait toujours favoriser une concurrence maximale encadrée par des règles assurant la liberté d'allocation des capitaux.

Dès lors, tout en partant de positions différentes, néokeynésiens, néoclassiques et néolibéraux se sont finalement retrouvés sur des politiques communes. Parler de mode néolibéral de gouvernance pour décrire l'évolution du monde depuis un demi-siècle peut donc sembler abusif, mais ce n'est pas faux. Les néolibéraux ont soutenu les politiques que préconisait le nouveau consensus parce qu'elles construisaient un monde qui leur convenait.

Ainsi, lorsque l'on a mis en place un encadrement toujours plus étroit de la politique économique par des règles externes garanties par des autorités indépendantes comme les banques centrales, les néokeynésiens y voyaient un moyen de réduire l'incertitude temporaire et de favoriser les choix rationnels, alors que les néolibéraux en appréciaient plutôt la capacité de réduire les « passions » des masses irrationnelles. Mais le résultat est bien le même. Cette synthèse des années 1990, parfois appelée « *consensus néokeynésien* », était en réalité très peu keynésienne. C'était l'adoption à peine aménagée de la pensée néoclassique des années 1970. Moins qu'un consensus, c'était plutôt une réduction du keynésianisme à ses éléments les plus tolérables par la pensée néoclassique.

Mais en acceptant leur défaite, les néokeynésiens ont conféré une valeur scientifique immense à la contre-révolution néolibérale des années 1980. Comment s'opposer à une politique validée par les deux anciens camps ennemis de l'économie et confirmée par des modèles mathématiques ? Comment ne pas croire que l'on tenait là une « vérité », alors que cette pensée se vantait de régler les principaux problèmes théoriques et empiriques de la science économique depuis plus d'un demi-siècle ? Tout se passait comme si l'on avait pu prendre le « meilleur » des deux mondes afin d'élaborer la politique économique la plus parfaite de l'histoire. C'est bien de cette fin de l'histoire au sens hégélien, ce triomphe de l'esprit économique, dont parlait Lucas dans son discours de 2003.

L'impasse de la « vérité » scientifique

Dès lors, le champ scientifique devint celui de ce consensus. Les discussions ne s'éteignirent certes pas à l'intérieur de ce champ, mais elles portaient souvent sur des points de détail, sur des éléments quantitatifs, sur le niveau d'acceptation des rigidités ou leur résistance aux réformes. Quant à ceux qui n'acceptaient pas les fondements théoriques de ce consensus, des marxistes à certains libéraux libertariens, en passant par les régulationnistes, les institutionnalistes ou les postkeynésiens, attachés à l'idée de l'incertitude radicale, ils se trouvèrent rejetés dans une position marginale, extérieure à la science.

Ils se virent alors affublés du nom d'« *hétérodoxes* », « ceux qui pensent autrement », opposés aux « *orthodoxes* » qui, eux, « pensent juste ». C'était la traduction concrète d'une pensée fondée sur un idéal quasi métaphysique (« *les marchés parfaits* ») et devenue si sûre d'elle-même qu'elle se rapproche de la certitude religieuse. En France, cette position a été popularisée par le pamphlet de Pierre Cahuc et André Zylberberg paru en 2016 et intitulé *Le Négationnisme économique*. Ils y fustigeaient comme « *obscurantistes* » ou « *négationnistes* » ceux qui rejetaient cette synthèse scientifique.

Dès lors, aucun courant politique ne pouvait plus prétendre faire abstraction de cette vérité scientifique, sauf à abandonner son sérieux. La division politique entre la droite libérale et la gauche sociale-démocrate keynésienne s'atténua donc progressivement. La synthèse économique se mua en un consensus politique plus ou moins avoué mais réel. Chacun désormais acceptait les préceptes de la science économiques et se convertissait aux règles « *indépendantes* » et aux « *réformes structurelles* ». La « *nouvelle gauche* » devenait la traduction politique des néokeynésiens dans le champ scientifique et menait des politiques favorisant la concurrence et la flexibilité.

C'est ainsi le social-démocrate Gerhard Schröder qui, au nom de la rationalité économique, renforce au début des années 2000 la modération salariale allemande et flexibilise le marché du travail, contribuant à déséquilibrer un peu plus la zone euro. C'est aussi le démocrate Bill Clinton qui, en 1999, libère le secteur bancaire aux États-Unis du Glass-Steagall Act, lequel séparait les activités de détails et celles de marché au sein des banques, ouvrant la porte à des excès qui, là encore, furent payés dix ans plus tard.

C'est aussi au nom de cette science qu'en 2010, l'Eurogroupe décide d'imposer une politique d'austérité qui se révélera désastreuse à la Grèce, puis aux autres pays européens touchés par la défiance des marchés. Du reste, à l'appui de ce choix, les ministres des finances de la zone euro, de droite comme de gauche, intègrent dans leur communiqué une étude de l'économiste italien Alberto Alesina qui affirme qu'à long terme, l'austérité est favorable à la croissance.

Le président d'alors de la BCE, Jean-Claude Trichet, l'homme qui a pendant trois décennies traduit ce nouveau consensus en politique en France puis en Europe, pouvait, dans un entretien accordé à *La Repubblica* le 24 juin 2010, marteler que « *l'idée que l'austérité peut conduire à la stagnation est incorrecte* ». « *Je crois fermement que dans les circonstances présentes, des politiques qui inspirent la confiance vont renforcer la reprise*



économique, et non la freiner », ajoutait-il, en insistant donc sur la rationalité des agents qui réfléchissent dans une perspective d'offre à long terme. C'était la traduction du modèle DSGE en paroles. Et la route vers le désastre.

Paradoxalement, l'ampleur de ces erreurs trahit aussi l'ampleur de la domination de ces idées sur le monde économique. Durant toute la crise, la priorité des économistes et des décideurs a été de chercher à sauvegarder ce consensus scientifique, quel qu'en soit le prix, précisément parce que c'était une fin de l'histoire indépassable. Au printemps 2010, Olivier Blanchard, l'un des pères de la synthèse des années 1990, préféra, alors qu'il était économiste en chef du FMI, taire ses doutes sur la politique infligée à la Grèce. S'élever contre une politique qui voulait rétablir les grands équilibres, c'eût été prendre le risque de remettre en cause le consensus scientifique au moment où il était en danger. C'eût été rouvrir la guerre entre keynésiens et néoclassiques. La sauvegarde de l'unité de la science économique valait sans doute bien quelques silences, et beaucoup de douleurs pour les Grecs.

John Maynard Keynes en 1933.

L'anecdote révèle la spécificité de cette crise : les courants scientifiques dominants étaient, cette fois, d'accord sur l'essentiel. La place de la contestation était donc faible et marginale. Ce vaste consensus a, par ailleurs, marginalisé les alternatives. Et s'est donc prémuni contre ses éventuels adversaires. En 1930 comme en 1974, il existait des oppositions d'idées dans le champ scientifique, et une alternative au système capitaliste qui constituait un danger pour le capitalisme. John Maynard Keynes n'avait ainsi qu'une idée en tête, empêcher le socialisme d'avancer au bénéfice de la crise. Ce



danger hantait aussi les néolibéraux des années 1970. Aujourd'hui, la réalité de ce danger s'est éloignée et a presque disparu. Quant aux économistes hétérodoxes, ils sont divisés. Même si elle y voit une richesse, Agnès Labrousse le reconnaît : « *La critique est complexe parce que les pôles de critique sont nombreux.* »

Et aucun modèle ne semble prendre le pas sur les autres parce qu'ils ne trouvent guère de traduction politique. Si Keynes avait été porté par le New Deal de Roosevelt et l'école néoclassique par Thatcher et Reagan, aucune vraie alternative n'a émergé des pratiques politiques. Il n'existe pas – ou pas encore – de gouvernement converti à des doctrines hétérodoxes. Les gauches sont très divisées sur les solutions à proposer. Quant aux courants populistes de droite, de Donald Trump à Matteo Salvini, en passant par Jair Bolsonaro, s'ils reprennent dans leurs discours quelques éléments épars d'hétérodoxie,

sur le protectionnisme, le rejet de règles strictes ou la relance de l'activité, leur politique reste, en fin de compte, largement dominée par la pratique orthodoxe avec ses promesses de baisses d'impôts et de dérégulation normative et financière.

Surtout, la force de la pensée *mainstream*, c'est, comme l'indique Agnès Labrousse, que « *les institutions gouvernant la discipline économique sont beaucoup plus normalisées qu'après la crise de 1929* ». Là encore, c'est le fruit de l'identification de cette pensée à la science économique. Les institutions disciplinaires rejettent instinctivement tout ce qui leur semble hors du champ scientifique. Or les pratiques n'ont pas changé, bien au contraire, avec la crise.

Pour devenir un chercheur reconnu, pour obtenir un poste de professeur dans une université, il faut encore pouvoir se prévaloir d'une publication dans une des revues scientifiques du « top 5 » qui, étant scientifiques, sont toutes... orthodoxes et soumettent les textes à la validation de penseurs de cette école. « *Dans les années 1970, ces revues de référence accueillaient encore des travaux hétérodoxes, ce n'est plus le cas maintenant : il existe un rouleau compresseur normalisateur qui impose aux chercheurs de rentrer dans le moule* », constate Agnès Labrousse.

Résultat, les économistes préfèrent, pour des raisons de carrière, accepter la pensée dominante que la critiquer. Plusieurs d'entre eux, interrogés, reconnaissent, sous la protection de l'anonymat, devoir dans leurs institutions, notamment publiques, se garder de toute « *déviaton* » de la croyance en l'équilibre général. D'autres affirment avoir dû renoncer à des projets de recherche ou avoir dû accepter de mener des recherches contraires à leurs convictions afin d'obtenir des postes. Cette force d'inertie des institutions conduit à une auto-reproduction qui protège la pensée *mainstream*.

Jean Tirole en 2011.

En 2015, l'Afep avait proposé, dans le but de faire contrepoids à ce pouvoir et de prendre en compte l'échec de cette pensée durant la crise, la création d'une nouvelle section d'économie appelée « *Institutions, économie, territoire et société* », une section hétérodoxe rejetant la rationalité pure des marchés. Le « prix Nobel » français Jean Tirole avait alors personnellement écrit à la ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur Geneviève Fioraso afin de la mettre en garde contre une « *catastrophe pour l'avenir de la recherche en sciences économiques* ». Son argument principal était précisément la nécessité de conserver un « *même standard d'évaluation* ». Sinon, prévenait-il, on entrerait dans un « *relativisme qui serait l'antichambre de l'obscurantisme* ».



Le projet avait été immédiatement abandonné, mais la manœuvre avait permis de clarifier la nature du consensus scientifique : l'argument d'autorité de la « science » permet de défendre le verrouillage du pouvoir à l'université et, partant, dans les grandes institutions économiques. Un processus circulaire se met en place : seuls les « scientifiques » déterminent ce qui est scientifique, ce qui permet d'exclure les dissidents. Ces derniers demeurent ainsi nécessairement minoritaires, donc non représentatifs, ce qui renforce l'aspect scientifique de la pensée dominante. La boucle est bouclée et le débat clos.

La France n'est pas un cas isolé de ce point de vue. En Allemagne, pays où les hétérodoxes sont encore moins représentés, les syndicats jouissent du droit de nomination de l'un des « *Cinq Sages de l'économie* » chargés de conseiller le gouvernement fédéral. Cet économiste, largement minoritaire, ne peut guère peser sur les recommandations. Mais dans le rapport annuel des Sages, il a le droit de demander que l'on inscrive sa position en tant que position minoritaire. Ceci permet d'entendre en permanence une voix dissonante et donc de mettre en lumière des alternatives. Peter Bofinger, qui quitte son poste en 2019, l'a souvent utilisé pour critiquer les excédents excessifs de l'Allemagne et son impact négatif sur la demande européenne.

En octobre 2018, les syndicats proposent la nomination d'Achim Truger, un économiste opposé aux politiques d'austérité. Aussitôt, les critiques pleuvent. Deux « Sages », Isabel Schnabel et Lars Feld, dénoncent cette nomination sur Twitter. En cause : son absence de publications dans les « grands » journaux académiques. La campagne a été violente :

Justus Haucap, un économiste de l'université de Düsseldorf, a parlé d'un « *poids plume incapable de regarder les autres Sages dans les yeux* ». Les syndicats allemands ont cependant tenu bon et Achim Truger a bien été nommé. Mais sa parole est évidemment fortement discréditée. Plus que jamais, l'épisode a révélé une intolérance qui touche même les voix minoritaires et *de facto* impuissantes. Et le principal vecteur de cette exclusion repose sur les institutions universitaires.

Tout semble devoir être mis en œuvre afin que le consensus scientifique échappe à une remise en question externe. Ce que confirme un économiste français d'une institution gouvernementale : « *Dans les discussions internationales, il n'y a guère aujourd'hui que des discussions à l'intérieur de la pensée orthodoxe, personne ne remet en cause l'existence du modèle DSGE ou la nécessité des réformes structurelles.* » Dans de telles conditions, les chances d'assister à un grand basculement de la science économique comme ceux des années 1930 ou 1970 sont minimales. L'hétérodoxie a subi, dix ans après la crise, une « *étrange défaite* », pour reprendre le titre d'un article de 2013 de deux économistes étasuniens.

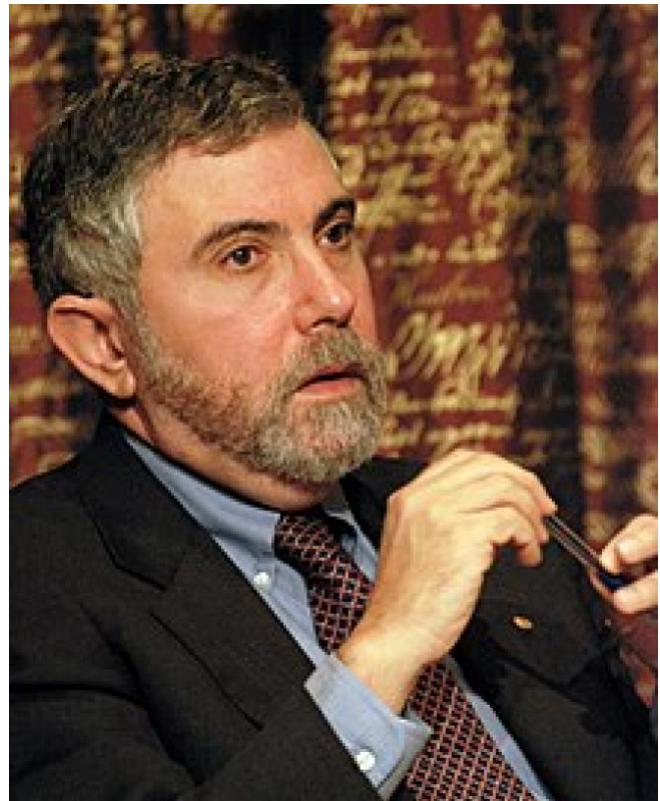
Des compromis en surface

Le 5 janvier 2018, la prestigieuse université d'Oxford invitait la crème de la crème des économistes à une semaine de réflexion. Le thème en était la « *reconstruction de la théorie macroéconomique* ». Les comptes rendus de ces travaux de très haut niveau furent publiés au jour le jour dans le *Financial Times*. Car si le nouveau consensus a su protéger ses intérêts et verrouiller le débat, ses économistes ne peuvent guère agir comme si de rien n'était. Le naufrage de la crise a forcément entamé la crédibilité de la science économique.

Comment se fier désormais à une profession qui s'est aussi lourdement trompée et s'est montrée aussi myope ? Il est aujourd'hui urgent de rebâtir cette crédibilité, faute de quoi, inévitablement, les politiques ne pourront plus s'appuyer sur leur « expertise » et les lignes de défense institutionnelles s'effondreront. Afin de se sauver, la pensée dominante économique a donc organisé elle-même le débat de sa remise en cause. En vase clos, ce qui lui permet de sauver l'essentiel en réalisant des ajustements à la marge, tout en les présentant comme des avancées radicales. C'est exactement ce qui s'est passé lors de la conférence d'Oxford où l'on a assisté à un *mea culpa* quasi général.

Paul Krugman.

Le cœur du débat a porté rapidement sur le fameux modèle DSGE. Certes, ce modèle est la traduction à la fois mathématique et pratique de la théorie dominante. Mais c'est avant tout un outil qui a échoué précisément parce qu'il n'était que cette traduction. Or le constat n'allait pas jusque-là. Pourtant, comme le remarquait le « prix Nobel » Paul Krugman dans son intervention à Oxford, « *le modèle DSGE ne laisse pas de place à un événement comme la crise que l'on a vécue* ». Tout dans les fondations théoriques de ce modèle tend à écarter l'idée d'une crise : la rationalité des agents économiques et le taux des banques centrales corrigent naturellement les écarts de la tendance

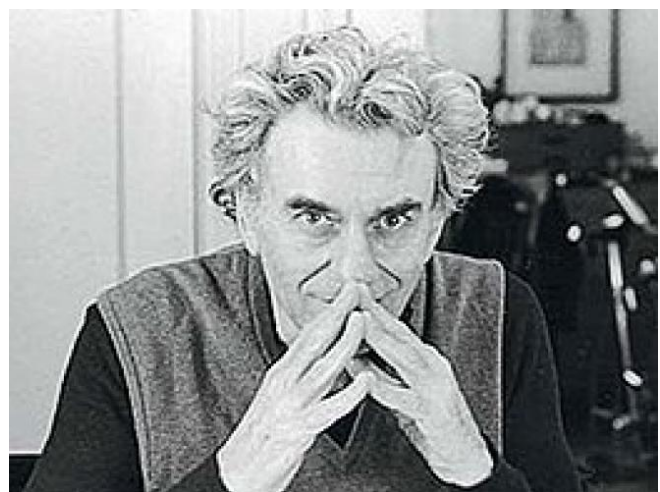


vers l'équilibre. « *Dans un tel modèle, l'hypothèse des marchés efficients signifie que les choses ne peuvent pas vraiment mal se passer [...] et qu'il ne peut pas y avoir de crise sérieuse* », convenaient David Vines et Samuel Wills dans leur contribution.

Faut-il alors tout changer, modifier les bases du modèle DSGE, voire l'abandonner ? En aucun cas. L'affaire est beaucoup trop sensible. Abandonner le modèle DSGE, ce serait renoncer au compromis des années 1990. Aux yeux de la plupart des économistes, ce serait abandonner les rives de la science. Le *Financial Times* donnait le ton dans l'un des articles rendant compte de la conférence : « *La macroéconomie peut être plus ouverte sans perdre sa rigueur* », avant de rejeter « *toute conclusion nihiliste* ». Le modèle DSGE, aussi déficient soit-il, devient alors la ligne de défense contre ce nihilisme.

Hyman Minsky.

« *Ce modèle est imparfait, mais il faut l'améliorer plutôt que le rejeter* », résume Olivier Blanchard. Il faut donc limiter le travail à l'accessoire. Dès lors, Paul Krugman, malgré ses critiques, estime que le DSGE est « *bien suffisant pour le travail du gouvernement* » et le « *conseil aux politiques* ». Le *mea culpa* est donc très limité. Même si les pensées hétérodoxes, notamment celles inspirées par Hyman Minsky, défenseur du caractère intrinsèquement instable



de la finance, semblent plus adaptées à la prévision des crises, l'économiste Jesper Lindé affirme que le « *DSGE continuera à être considéré par les banques centrales comme leur*

meilleur outil ».

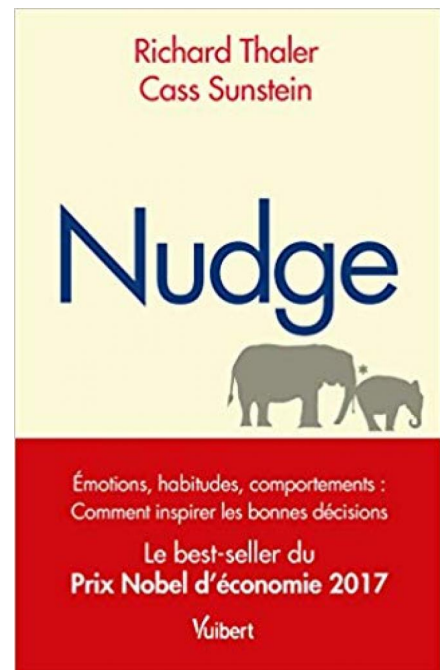
La peur du vide semble donc devoir sauver le modèle. Mais comment le réparer ? Olivier Blanchard est l'un de ceux qui s'y emploient le plus et qui défendent l'introduction de nouvelles variables dans le modèle, de manière à prendre en compte des comportements qui conduisent aux bulles. Certains estiment même qu'il faut intégrer des éléments d'interdisciplinarité dans les modèles macroéconomiques en recourant aux autres sciences, naturelles et humaines. On s'intéresse alors aux « externalités », notamment climatiques, ou aux recherches comportementales.

Du reste, les deux dernières attributions de « prix Nobel » sont très parlantes, d'autant que ce prix se porte traditionnellement garant de l'orthodoxie. Après avoir récompensé en 2017 Richard Thaler, le père de l'économie comportementale, la Banque de Suède a attribué son prix en 2018 à William Nordhaus, le premier à avoir modélisé les effets du changement climatique.

Mais la structure du modèle ne change pas : l'équilibre à long terme et les hypothèses qui le sous-tendent sont toujours au cœur de son fonctionnement. La question est bien davantage de savoir comment on affine les écarts temporaires de cet équilibre et les moyens de les corriger. La réforme de la science économique s'inscrit pleinement dans le cadre du nouveau consensus, lequel, et c'est peut-être son élément le plus keynésien, est suffisamment souple, du fait de sa distinction entre le court et le long terme, entre l'accidentel et l'essentiel, pour intégrer des éléments qui, *a priori*, pourraient menacer son existence même.

L'économie comportementale, très en vogue, en est un exemple frappant. Son but est d'identifier des comportements irrationnels et, par des incitations (« nudges »), de les ramener dans un cadre rationnel, donc vers l'équilibre optimal. En prenant en compte la complexité de l'être humain, cette école s'est donnée pour mission de sauvegarder les grands principes. C'est une science correctrice qui se propose de sauver les fondements de la science économique.

Dans la même veine, Olivier Blanchard propose d'avoir recours à plusieurs formes de modélisation : un modèle DSGE qui resterait le « cœur commun » de la recherche et des modèles de la politique économique et de la prévision, tout en étant capable d'intégrer des éléments plus proches de l'économie réelle. Au lieu d'avoir un seul modèle intégrant tout, on en aurait plusieurs, mais les modèles « secondaires » resteraient sous la domination théorique de celui qui prône l'équilibre général. Le but de la macroéconomie resterait le même : atteindre cet équilibre. On demeure donc plus que jamais dans la logique du nouveau consensus : accepter l'incertitude keynésienne à court et moyen terme, en restant attaché aux principes néoclassiques à long terme.



Derrière les discours parfois radicaux, il n'y a que la réaffirmation de ce qu'est le consensus scientifique. Ainsi, lorsque Jean Tirole martèle, dans un entretien au *Monde* du 5 octobre 2018, que « *l'homo œconomicus a vécu* », il ne revient pas à l'incertitude radicale de Keynes, il réaffirme, au contraire, ce que disait déjà le nouveau consensus : il y a de la place pour les comportements irrationnels dans les modèles et il est possible d'élargir encore cette place. Mais cette place est là afin que les politiques permettent à cet homme non économique de se rapprocher le plus possible de l'idéal rationnel de l'équilibre général.

Joseph Stiglitz en 2012

Pour autant, le débat interne au consensus n'est pas totalement vide de sens. Francesco Saraceno, économiste à l'OFCE et auteur d'un ouvrage sur l'évolution de la pensée économique, estime que la crise a divisé les orthodoxes en trois camps. D'abord, les « *conservateurs* » qui défendent le *statu quo* d'avant-crise et l'idée que ce n'est pas le modèle DSGE qui est à blâmer mais bien au contraire les autorités politiques et financières qui l'ont ignoré. C'est l'aile la plus néoclassique et néolibérale du monde académique. À



l'opposé, les « *radicaux* », les moins nombreux, derrière le « prix Nobel » Joseph Stiglitz, remettent en cause les fondements et l'utilité réelle du modèle. Enfin, au centre, les « *réformistes* », emmenés par Olivier Blanchard, défendent l'idée d'un modèle plus ouvert et la nécessité de certaines politiques économiques.

D'une certaine façon, la crise a, dans un cadre plus étroit et autour d'enjeux plus réduits, recréé la division qui existait jadis entre néoclassiques et néokeynésiens. Cette différence se traduit principalement dans les recommandations de politiques économiques. Olivier Blanchard, dans un article fondateur coécrit avec Lawrence Summers à l'automne 2017, proposait ainsi « *l'usage combiné d'outils de politiques macroéconomiques pour réduire les risques et réagir plus agressivement à des chocs* ». On pourrait donc désormais se permettre une politique monétaire plus généreuse en liquidités, une politique budgétaire agissant « *plus notablement comme un instrument de stabilisation* » et une politique de régulation financière plus ambitieuse. Selon les deux auteurs, ces propositions représentaient un « *changement majeur et essentiel par rapport au consensus d'avant-crise* ».

De fait, de telles recommandations étaient assez impensables avant la crise. Et Blanchard et Summers tiraient clairement les leçons des erreurs et des réussites de politiques menées durant la dernière décennie. L'action des banques centrales a largement sauvé l'économie mondiale et si elle a peiné à la redresser, c'est souvent parce

qu'elle n'était pas accompagnée d'un relais budgétaire et d'une politique de régulation financière. L'échec patent de la gestion de la crise de la dette européenne tient en grande partie à l'absence de telles recommandations, y compris de la part du FMI où agissait alors Olivier Blanchard.

Cette tentative d'adaptation de la science économique aux réalités n'est donc pas rien. On voit, du reste, les grandes institutions tenter elles aussi de s'adapter. Même les équipes du FMI ont reconnu dans un article célèbre de 2016 que le « néolibéralisme » avait été « *survenu* » et présentait un bilan mitigé. Dans un article encore plus récent, Olivier Blanchard estime même qu'il faut cesser de se focaliser sur la dette publique, du moins lorsque les taux réels sont bas. Il défend, en conséquence, désormais, le recours à la dette pour financer des investissements utiles, comme ceux liés à la transition écologique, en parallèle des réformes structurelles. La dépense publique ne vient pas supporter la lutte contre l'inégalité, mais le bon fonctionnement futur des marchés, donc la capacité de trouver ce fameux ajustement. Dans une récente interview aux *Échos*, il explicite cette pensée : « *Je suis donc pour maintenir les déficits à court terme s'ils sont nécessaires pour maintenir la demande, mais (et c'est un "mais" important) à condition de les utiliser pour des mesures qui améliorent la croissance à plus long terme.* » Une telle vision n'est pas que marginale : elle pourrait, si elle était suivie à l'avenir, éviter quelques erreurs catastrophiques comme celles qui aggravèrent la crise européenne en 2010.

Mais ces avancées témoignent avant tout de la volonté de créer un autre compromis proche du précédent, lequel consisterait à concéder des gages en fonction des urgences du moment, en vue de mieux faire accepter la nécessité, toujours réaffirmée, des « *réformes structurelles* ». Il s'agit en fait d'acheter l'approbation à ces réformes, avec un objectif clair : plus ces réformes seront mises en place, moins les mesures de stabilisation seront nécessaires puisque l'on facilitera alors l'ajustement « naturel » vers l'équilibre.

En Argentine, le FMI n'a guère amendé qu'à la marge ses recommandations au gouvernement de Buenos Aires lorsque ce dernier lui a demandé son soutien en 2018. Derrière ces concessions demeurent donc les grandes priorités de l'avant-crise. Le combat entre les « *réformistes* » et les « *conservateurs* » n'est donc pas un combat sur le fond, mais sur la pratique. Les premiers proposent, afin de sauver l'objectif final qui reste la politique de l'offre, de lâcher un peu de lest du côté de la demande. Les seconds demeurent fermes sur la priorité donnée à l'ajustement. Les moyens sont distincts, les fins restent identiques.

Ce n'est donc pas un hasard si Olivier Blanchard et Jean Tirole sont des défenseurs convaincus de la politique d'Emmanuel Macron. Les deux économistes n'ont cessé de prendre position en faveur du président de la République qui, effectivement, a défendu dans son programme ce même compromis : donner du pouvoir d'achat aux ménages en sorte de faire accepter ses « *réformes structurelles* ». Il a renouvelé l'exercice le 10 décembre dernier en accordant 11 milliards d'euros supplémentaires pour calmer la crise des « gilets jaunes » et afin de pouvoir réformer l'assurance-chômage et les

retraites, et aussi afin de sauver sa défiscalisation du capital et donc la fin de l'ISF. Mais l'exemple français montre les limites de ce compromis « à la Blanchard » et, partant, de la réforme de la pensée macroéconomique.

Une domination vacillante

Car la crise de 2008 est peut-être plus profonde que ne le croient les réformateurs de la macroéconomie. Un des « trous noirs » de la science économique aujourd'hui est, par exemple, la question de la productivité. Après trente ans de réformes structurelles dans le monde entier et en particulier dans les pays avancés, l'économie a atteint un niveau de flexibilité très élevé. Selon la théorie économique, ces réformes et la révolution technologique liée au numérique auraient dû permettre une reprise de la croissance de la productivité. Il n'en est rien, cette dernière continuant inexorablement à ralentir. Moins de productivité, c'est moins de croissance future et moins de gains à partager. C'est aussi une fuite en avant, en quête de croissance, vers les bulles immobilières et financières. Une situation qui ressemble étrangement à celle de ce début d'année 2019.

Or, parallèlement, les « réformes » entendent donner la priorité au capital sur le travail dans le but de développer la compétitivité, et les inégalités progressent. Inévitablement, l'adhésion aux réformes recule et donne lieu à des protestations sociales ou électorales, des gilets jaunes au Brexit ou au triomphe de certains courants d'extrême droite en Italie et aux États-Unis. Ces mouvements portent certes des messages confus, à l'image de l'absence d'alternative claire, mais ils montrent que la demande va plus loin qu'une simple fonction stabilisatrice de l'État. Et qu'il existe un mouvement de fond qui rejette le processus de réformes structurelles.

Kaushik Basu.

Car ce processus vise à individualiser la vie économique. Là encore, rien de plus logique puisque la théorie qui l'inspire est, comme on l'a vu, « microfondée », autrement dit fondée sur les décisions individuelles des agents animés, en théorie, et avec des exceptions, par la volonté de maximiser leurs gains. C'est la conséquence de la généralisation de la « *main invisible* » d'Adam Smith. Or, comme l'a montré Kaushik Basu dans un ouvrage de 2010, cette vision fait abstraction de l'importance de la coopération entre les agents économiques et de l'efficacité de cette coopération. La marchandisation de la société qu'induisent les politiques de réformes structurelles cherche avant



tout à détruire ces coopérations, comme les solidarités syndicales ou la redistribution étatique. Le rejet des prescriptions de fond de la science économique s'appuie peut-être sur cette demande de solidarité qui, elle, échappe à cette science.

D'autant que cet attachement à la logique de la « *main invisible* » empêche la science économique de traiter correctement la question climatique. Là où la coopération est indispensable, l'économie continue de traiter la question comme une « *externalité* » à intégrer dans des modèles où chacun continue à vouloir maximiser son profit. La Banque de Suède avait voulu souligner l'importance de la question climatique avec l'attribution du « prix Nobel » 2018 à William Nordhaus.

Mais en réalité, ce dernier avait construit un « optimum » avec une augmentation moyenne de la température de trois degrés, lorsque l'on sait déjà que deux degrés représenteraient une catastrophe humaine et environnementale majeure. C'est dire l'inadaptation de cette science à la situation. Il en découle des décisions parfois hautement contestables et peu utiles comme le recours aux incitations et désincitations fiscales hors de tout contexte territorial et social. Mais aussi des décisions qui donnent la priorité à la compétition économique sur la question écologique.

La réforme de Blanchard et de ses amis semble incapable de prendre en compte ces défis contemporains autrement que comme des accidents sur le grand chemin de l'humanité vers l'équilibre général. Même modifié et complexifié, le modèle DSGE qui devrait donc continuer à dominer dans les institutions clés telles que les ministères des finances, les banques centrales ou les institutions internationales, est incapable de répondre à cette demande de coopération, d'égalité et de conscience écologique.

Le rejet de fond des préceptes de la science dominante conduit à explorer d'autres voies. C'est le cas aux États-Unis, où une partie des démocrates a adopté fièrement le terme de « *socialiste* », parfois avec succès, comme l'a prouvé la victoire de la représentante de l'État de New York Alexandria Ocasio-Cortez en novembre dernier. Selon une enquête d'opinion de janvier 2019, une majorité de jeunes étasuniens préfèrent désormais le terme « *socialisme* » à celui de « *capitalisme* ». Au point qu'à l'automne 2018, la Maison blanche a cru nécessaire de publier un texte, globalement assez confus, mettant en garde contre le danger du socialisme pour les États-Unis.

Alexandria Ocasio-Cortez.

En vue de financer le « *Green New Deal* » qu'elle cherche à promouvoir depuis son élection, Alexandria Ocasio-Cortez, comme avant elle Bernie Sanders, candidat à la présidence en 2016, s'est inspirée d'une théorie économique hétérodoxe : la « *Théorie monétaire moderne* », ou MMT selon son acronyme anglais. Celle-ci part du principe qu'un État qui dispose de sa souveraineté monétaire ne peut manquer d'argent pour satisfaire les besoins essentiels de la société. L'État n'a pas besoin de « financement », il se finance lui-même par la création monétaire et s'il est soumis aujourd'hui à une obligation de financement, c'est parce que la création monétaire est déléguée aux banques commerciales qui utilisent cette monnaie à leur profit, créant à la fois des bulles d'un côté et d'immenses besoins non satisfaits de l'autre.



Les défenseurs de la MMT laissent cependant l'essentiel du secteur marchand fonctionner selon des principes « *orthodoxes* », quoique fortement régulés. Mais tout ce dont la société a besoin et que ce secteur n'est pas capable d'assurer doit relever de la responsabilité de la puissance publique par la création monétaire. Ainsi, par exemple, puisque le fonctionnement de l'économie marchande ne peut assurer un plein emploi de qualité, il convient de mettre en place une « *garantie de l'emploi* », autrement dit la possibilité donnée à ceux qui veulent travailler de le faire dans un cadre public, contre un salaire décent et afin de remplir des tâches d'intérêt général aujourd'hui non remplies. Cette garantie de l'emploi ne fait pas concurrence au secteur marchand mais permet d'amortir la crise de ce dernier.

La MMT estime que la création monétaire publique permettant de financer un *Green New Deal* ou une garantie de l'emploi n'est pas inflationniste, dans la mesure où elle répond à des besoins non satisfaits. Surtout, elle estime que le système actuel, laissant la création monétaire aux nécessités du marché, crée aussi des formes d'inflation néfastes comme les bulles immobilières et financières, dont le coût est élevé. En ôtant des ressources au marché et en les dirigeant vers de vrais besoins, l'équilibre peut être atteint différemment.

Certes, cette théorie est très controversée, y compris au sein des écoles hétérodoxes, mais elle ouvre des perspectives concrètes de politiques économiques qui manquent souvent à ses concurrentes. Surtout, elle a réussi à s'imposer au centre de la discussion économique outre-Atlantique. Progressivement, la domination orthodoxe dans le débat

public a été écornée. Et elle l'a été par une pensée largement pluraliste, issue de plusieurs courants hétérodoxes et reprenant en partie les mécanismes orthodoxes pour le secteur marchand. C'est la preuve que la crise n'a pas encore dit son dernier mot sur le plan des idées.

Un phénomène de dépassement pourrait bien être en cours, dans lequel on reconnaîtrait que l'économie doit prendre en compte les autres disciplines de sciences humaines. Non pas dans l'idée de seulement « corriger » de prétendues déviations à la rationalité et de faire entrer leurs résultats dans des modèles mathématiques complexes, mais bien dans celle de multiplier les points de vue et de permettre une politique plus réaliste, car plus proche de l'aspect humain de l'économie.

C'est bien le manque d'une telle complémentarité, d'emblée rejetée par l'orthodoxie, qui, aujourd'hui, lui pose problème, mais qui, également, détermine son évolution. La pensée *mainstream* refuse de renoncer à sa capacité d'expliquer l'ensemble d'un monde qui, pourtant, lui échappe de plus en plus. C'est cette volonté de saisir dans un cadre unique la totalité des phénomènes économiques qui amène ses défenseurs à rejeter l'idée d'une rupture épistémologique au profit d'une simple évolution.

Cette méthode pourrait bien atteindre ses limites. Comme le prouve le succès de la MMT, l'avenir de la science économique passe sans doute par un pluralisme radical, non pas seulement des actes, mais aussi des idées. Et ce pluralisme ne pourra se concrétiser que par la rupture avec une pensée dominante qui se conçoit plus que jamais comme au service d'un idéal. La guerre des idées en économie est encore à venir et elle est plus que jamais nécessaire.

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez vous connecter au site frenchleaks.fr.

Mots-clés

Derniers articles

Du même auteur

Multimédias

Dans le club

Que vaut la dette ? 9 janv. 2013 Par Emmanuel Tugny

Aujourd'hui

Ce texte est issu du numéro 13 de la *Revue du Crieur*, coéditée par La Découverte et Mediapart, qui propose à l'occasion de ses quatre ans d'existence une nouvelle formule disponible en librairie et en Relay.

